



LE 14 NOVEMBRE EST BIEN PLUS QU'UNE JOURNÉE DE GRÈVE DE PLUS

Les organisations syndicales représentatives de la DGFIP et les personnels sont engagés depuis de longs mois dans un combat contre le projet ministériel de nouveau réseau de proximité dit de géographie revisitée.

Dans cette action, nous avons recherché et reçu le **soutien appuyé de nombreux élus locaux** qui, par leur présence dans nos cortèges ou devant les postes et services menacés de fermetures, ou encore par des délibérations des assemblées locales, ont publiquement manifesté leur désapprobation. Ils ont en effet bien compris que ce conflit dépasse largement le périmètre de la DGFIP et que **c'est tout le fonctionnement et la présence de l'Etat sur l'ensemble du territoire qui vont s'en trouver modifiés**, y compris dans l'aide que nos services apportent aux collectivités territoriales.

Si les actions des élus locaux et le nombre de délibérations prises participent grandement à fragiliser le discours gouvernemental auprès de la population, elles ne peuvent suffire seules à ébranler les certitudes et la volonté du Ministre et du Directeur général. Bien qu'ici ou là quelques infléchissements aux plans initiaux aient pu voir le jour, **la philosophie générale de cette réforme demeure : réduire le nombre de postes et services de plein exercice pour les remplacer par des points de contacts aux contours mal définis.**

Le ministre a soigneusement entretenu une sorte de flou donnant à croire à certains services qu'ils ne seraient pas concernés. Ainsi, il a pu s'appuyer pour maintenir son projet sur une analyse biaisée du nombre de grévistes en refusant d'examiner les pourcentages en zone rurale et péri-urbaine. Or, tant le discours présidentiel sur le **contrôle fiscal** que, les projets de **dé-métropolisation** démontrent à l'évidence, qu'à terme, **tous seront impactés.**

Les premiers résultats de la votation organisée par les organisations syndicales indiquent que **le rejet de ce projet de réforme va bien au-delà des grévistes du 16 septembre et des journées précédentes.** De même, **la colère des agents de la DGFIP s'exprime largement sur les réseaux sociaux.**

Alors, le 14 novembre pourquoi faire ? Pour faire une journée de grève et de manifestation de plus ? Non, le 14 novembre n'est pas une journée de plus, c'est **LA** journée qui doit permettre à tous celles et ceux qui hésitent encore de rejoindre massivement celles et ceux qui sont déjà dans l'action. Le positionnement de cette journée ne doit rien au hasard. C'est d'abord l'échéance de la taxe d'habitation dont la disparition partielle aggraverait les effets tout en servant de justificatif au discours ministériel. La semaine suivante se déroulera à Paris **le Congrès des maires où les organisations syndicales représentatives de la DGFIP se sont organisées pour être présentes.** La conjonction d'une action massive et réussie à la DGFIP le 14 et la bronca des élus locaux la semaine suivante peut offrir au Ministre l'occasion de retirer ou suspendre sa réforme et d'ouvrir enfin de vraies négociations.

Voilà pourquoi le 14 novembre doit être massif, voilà pourquoi aucun de celles et ceux qui partagent le rejet du plan Darmanin ne doit manquer à l'appel, en grève et devant Bercy.

Le Ministre feint de ne pas nous voir, allons lui dire les choses de plus près, faisons du bruit, à défaut de nous voir, il sera bien obligé de nous entendre !

**NOUS Y SOMMES PRESQUE,
C'EST LE MOMENT D'APPUYER
PLUS FORT ENCORE !**